

Pour une politique militaire ouvrière

Après quatre années de guerre en Ukraine, une guerre génocidaire contre les Palestiniens, un coup de force contre le Venezuela, et une menace de colonisation du Groenland, il pourrait sembler étonnant que le débat sur la politique militaire rencontre autant de difficultés à se développer à une échelle de masse dans les organisations qui se réclament de l'émancipation des travailleurs.

Pourtant, chaque offensive de l'entente Trump-Poutine contre l'Ukraine et contre l'Europe suscite des réactions et des initiatives. Chaque offensive du gouvernement Netanyahu contre Gaza, la Cisjordanie, le Liban, la Syrie, provoque des appels et des mobilisations. Chaque acte de guerre de Trump contre les peuples des Amériques, d'Europe et d'Afrique, du Groenland au Nigeria via le Venezuela et l'Iran soulève des résistances internationales. Et maintenant chaque offensive aux États-Unis des milices de l'ICE entraîne des formes de résistance auto-organisées de la population.

En France, en juin 2022, au salon de l'armement Eurosatory à Villepinte, Macron prétendait inaugurer « *l'entrée de la France dans une économie de guerre* ». Mais ni cette proclamation tonitruante ni la situation mondiale marquée par les guerres et les coups de force des puissances impérialistes contre les peuples n'ont vu, dans le mouvement ouvrier et démocratique, d'autre réaction que celle d'une certaine résurrection du Mouvement de la paix, d'une résurgence des slogans pacifistes et du retour des colombes au rameau d'olivier du siècle de Picasso.

Les seules perspectives offertes aux militants qui ne confondraient pas l'internationalisme avec de pieuses incantations à la Paix (avec la majuscule de l'abstraction allégorique), c'est la saisine de l'ONU, le respect de ses résolutions sur la prévention des conflits, les votes de son conseil de sécurité, le rappel de sa Charte. Tout cela à l'heure où l'impuissance de ces institutions supranationales les a le plus largement discréditées et où le système de veto des impérialismes Étasunien et Russe au Conseil de sécurité devait enterrer définitivement tout espoir d'arrêter, par ce moyen, un génocide ou même de condamner une agression. Cela n'empêche en rien les chefs des organisations démocratiques, dévots des « règles du droit international », de rédiger de creux communiqués pour un sursaut de l'ONU.

Indépendamment et parfois antérieurement aux choix stratégiques européens (« Rearm Europe »), à la décision de Macron d'instaurer un « service national volontaire », aux déclarations du chef d'état-major des armées, le général Mandon, sur la perspective pour le pays d'« *accepter de perdre ses enfants* », quelques essais de mener une réflexion de fond sur une politique militaire populaire de défense ont toutefois émergé. C'est de ces essais dont nous voulons débattre. Il s'agit notamment d'une conférence de l'APRES tenue en juin 2025 et intitulée « *l'Europe de la défense, les nouveaux enjeux* », d'une initiative du Réseau Bastille de publier [*Lignes de mire*](#), une revue traitant spécifiquement « *des gauches et de la question militaire* », des articles publiés par la Tendance Claire « *pour une défense populaire* » (Voir [ici](#) et [ici](#)). En commençant par les documents de la CGT publiés dans son mensuel La Vie Ouvrière-Ensemble d'abord au mois de mai 2025 sous le titre « *Économie de Guerre* » et six mois plus tard dans le même mensuel sous le titre « *Défendre la paix ou préparer la guerre* »

Produire l'armement

Commencer par débattre des positions de la CGT sur la question de la guerre ce n'est pas seulement focaliser sur les idées qui influencent le plus largement le mouvement ouvrier organisé, c'est aussi considérer que tous les dispositifs visant l'appropriation des questions militaires par les travailleurs est centrale dans les solutions concrètes qui peuvent être utilisées

pour faire face aux menées guerrières des impérialismes. Si l'on se réfère à l'exemple du développement de l'armée ukrainienne après l'invasion russe, la nécessité d'équiper des femmes et des hommes en nombre pour créer de nouvelles unités d'appui et de combat pose d'abord la question de leur équipement individuel et de leur armement. Quelle que soit, dans chaque pays, la solution retenue pour la formation de ces unités en termes de conscription et de réservistes mobilisables, elle n'aura de sens que si l'infrastructure matérielle (véhicules, armement, munitions, logistique) est disponible pour leur formation, puis pour leur éventuel déploiement.

C'est précisément de cette infrastructure matérielle dont se préoccupe la CGT dans son dossier sur l'économie de guerre (VO-Ensemble, n°35, mai 2025) se félicitant que, quatre mois après l'invasion russe en Ukraine, les 4500 entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) exhortées par Macron « *à produire plus, plus vite et mieux* » tournent à plein régime. Dans ce dossier la CGT se situe nettement sur le terrain de la sauvegarde des emplois en listant les entreprises en difficulté qui ont pu conserver leur activité d'armement ou réorienter leur activité vers la défense. Parmi les exemples les plus connus, celui des Fonderies de Bretagne, célèbre pour ses grèves visant à maintenir l'emploi à l'époque où l'entreprise produisait encore des pièces de moteur pour Renault et qui produit aujourd'hui des corps d'obus. Mais ce sont aussi les cas de Valdunes (Nord) fabricant de roues de chemin de fer réorienté vers l'armement, d'Aubert et Duval (Loire) dont l'atelier aciérie fabriquera désormais des fûts de canon Caesar, de MDBA (Cher) où 1300 salariés produisent le missile Aster, de KNDS ex Giat industries (Cher) qui a pour objectif de produire 48 canons Caesar par an contre 12 actuellement, d'Eurengo (Dordogne) qui a évité la délocalisation en Suède de la production de poudre et d'explosifs et doublé ses effectifs depuis 2019 pour doubler sa production de charges modulaires pour obus, etc.

A côté de ces reconversions, les grandes entreprises travaillant tout ou partie pour la défense, Airbus, Safran, Thales, Naval Group, Dassault, Nexter... sont invitées par Macron à « *produire plus, plus vite et mieux* ». Mais souvent comme à Naval Group les recrutements ne sont pas à la hauteur des nouveaux objectifs et les conditions de travail se détériorent et les droits sociaux sont souvent les premières victimes de « l'économie de guerre » telle que la pense le Président.

La *Commission internationale paix et désarmement* de la CGT explique que la centrale syndicale doit composer avec l'ambiguïté que présentent la défense de l'emploi dans les industries et les technologies de la défense et la réorientation de sites industriels vers l'armement, d'une part et les principes pacifistes traditionnels de la Confédération d'autre part. Mais les responsables de la fédération de la métallurgie le concèdent : « *Pour les salariés, entre voir fermer la boîte ou fabriquer des obus, le choix est vite fait* ».

Pour la CGT les revendications de défense de l'emploi dans ce secteur se conjuguent avec une orientation stratégique visant à assurer le « *contrôle strict de la production et de la commercialisation des armes par le Parlement* ». En mettant en avant l'objectif d'empêcher les industriels de l'armement de profiter de la situation pour s'enrichir des financements publics et celui d'une « maîtrise publique des industries de l'armement », la CGT réclame la création d'un « *Pôle public national de défense (PPND)* ». Les « propositions » de Pôles publics dont la CGT est coutumière, ont pour effet de préserver un « pôle privé » majoritaire et d'éviter la revendication du contrôle ouvrier sur l'ensemble de la production en renvoyant le contrôle de l'activité du seul *pôle public* aux institutions de la Ve République.

Ajoutons que les contours de ce *pôle public* sont mal définis, mais que les entreprises qui le composent seraient grassement rachetées ou indemnisées, puisque l'expropriation de ceux qui ont bénéficié tous les ans des milliards d'aides publiques, semble être devenue un tabou. De plus les nationalisations de 1982 ont montré aux militants syndicaux qui les ont vécues que le passage de leur entreprise dans le domaine public n'était en rien la garantie que son mode de gestion abandonne les critères du capital. En matière d'armement, la pente naturelle de l'entreprise étatisée sera l'orientation des productions vers le retour rapide sur investissements de l'État, notamment en maintenant ses positions sur les marchés à l'export, sans planification véritable des besoins de la défense des populations et de leur droit à la souveraineté nationale.

Si la CGT et son projet de *pôles publics* (de la finance, de l'armement, etc.) se gardent bien de poser la question de l'articulation entre la nécessaire planification, nationale ou européenne, des productions et le contrôle des salariés sur ces productions, c'est que l'orientation de la CGT sur la production d'armement est fluctuante. Ce qu'elle nomme « *un choix cornélien* » entre plaidoiries pour le désarmement et « *proposition* » d'un « *Pôle public national de défense* » n'est pas tranché.

Cela apparaît clairement dans le même mensuel de la CGT, (VO- Ensemble, n°39 de novembre 2025). Dans ce numéro est publié un débat « *Défendre la paix ou préparer la guerre* » qui veut opposer Guillaume Ancel* et Éric Valade. Respectivement un ancien officier qui promeut une « *culture militaire de la population* » et un dirigeant cégétiste, membre de la *Commission Internationale, paix et désarmement* qui milite pour une « *culture de la paix* ». À la question de : comment concilier lutte pour l'emploi dans les industries d'armement et revendication d'une démilitarisation, le dirigeant de la CGT Éric Valade répond en proposant la reconversion de la production d'armement en production de matériel civil, Safran pourrait fabriquer des moteurs pour l'aviation anti-incendie, Thalès pourrait se consacrer à l'imagerie médicale, le secteur naval pourrait construire des navires pour des missions humanitaires en Méditerranée, etc. On peut en revanche être en accord avec la position de la CGT qui réclame « *la signature du traité d'interdiction des armes nucléaires* », considérant que cette question « *est un marqueur d'humanité* ».

Guillaume Ancel, même s'il croit que la dissuasion nucléaire correspond à un besoin, exclut d'emblée le nucléaire de la politique de défense, considère qu'il ne s'agit pas d'une arme mais d'un système de destruction massive. Il plaide pour des groupes européens dans les industries de défense, il se réfère au modèle d'Airbus avec des réseaux de sous-traitants. Il se scandalise que Dassault préfère saboter le projet européen d'avion de combat plutôt que de partager son savoir-faire.

Effectivement, les meilleurs défenseurs de l'avion de chasse franco-français de Dassault ont été, depuis les années 80, les dirigeants du syndicat CGT de Dassault qui ont longtemps voulu voir dans le *Rafale* l'emblème de la souveraineté nationale. Mais la réalité de la politique commerciale de Dassault, c'est majoritairement l'exportation. Fin 2024, Dassault Aviation totalisait 507 commandes de Rafale depuis le début du programme, dont 273 à l'export et **234** pour l'armée française.

Articuler le contrôle des salariés sur la production d'armement avec une planification d'ensemble qui s'inscrirait dans un cadre européen, est donc de première nécessité pour construire le programme de gouvernements s'appuyant sur les partis de gauche, les organisations syndicales et le mouvement social. Un tel programme serait axé sur les armes de défense : les drones anti-drones et les brouilleurs portatifs directionnels anti-drones, les mitrailleuses et les plateformes mobiles de feu anti-drones, l'armement individuel léger et les

protections pare-balles, les masques et les tenues de protection nucléaire-biologique-chimique (NBC), les véhicules de transport légers et véhicules blindés de combat d'infanterie (VBCI). En fait, il s'agit de disposer, comme le note Michel Goya*, « d'une masse de véhicules de tout type ». Il rappelle que les Ukrainiens disposaient en février 2022 de bien plus de véhicules de combat que la France pour un budget de défense dix fois inférieur. Ce programme n'exclura pas les armements traditionnels, navires, avions et hélicoptères, missiles, chars... dont le gouvernement démocratique pour lequel nous combattons, aura besoin de réquisitionner et de trouver en ordre de marche dès son arrivée au pouvoir.

Budget de guerre ?

En janvier 2026, lorsqu'il présente ses vœux aux armées, trois ans et demi après avoir décrété *l'économie de guerre*, Macron constate son impuissance. Il fait remarquer que la France a produit en 2025 quelques milliers de drones quand l'Ukraine en produisait 4 millions. Il admoneste les industriels français de l'armement qui « *se font sortir du marché* » par leurs concurrents européens (polonais, allemands, tchèques...) En réponse les marchands de canons mis en cause se plaignent de l'instabilité politique française, du manque de commandes de l'État, des trimestres perdus faute de loi de finance, des lenteurs administratives de la Direction générale de l'armement, etc. En fait le militarisme de Macron reflète assez précisément la crise du bonapartisme qui voudrait une économie de guerre sans s'attaquer au modèle économique qui a détruit le tissu industriel français, socle fissuré d'une puissance de 11^e rang.

Sans que cela puisse résoudre cette crise, la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030 a prévu d'augmenter le budget des armées de 3 milliards par an jusqu'en 2027, puis de 4 milliards par an jusqu'en 2030, pour parvenir à 67 milliards d'euros. Cela représenterait 14% du budget global des dépenses alors que l'Ukraine qui est véritablement entrée dans une économie de guerre, consacre à son budget militaire 58% de la dépense publique.

Un autre élément de comparaison nous est fourni par Michel Goya qui a calculé que « *si l'effort de défense de 1989 (2,9% du PIB) avait été maintenu jusqu'à aujourd'hui, le budget des armées serait actuellement de 85 milliards d'euros contre 50 milliards* ». Il ajoute qu'« *en dessous d'un effort de 3% du PIB il est impossible de maintenir un modèle de force complet alors que le coût des matériels double ou quadruple d'une génération à l'autre. Cela signifie par ailleurs que si le PIB ne croît pas, ou faiblement, il faut aller au-delà de 3% d'effort pour soutenir la modernisation d'un outil de défense moderne complet, ce qui s'avère d'autant plus difficile qu'une faible croissance implique par ailleurs des difficultés budgétaires. C'est fondamentalement la situation dans laquelle la France se trouve.* » (Michel Goya, *Théorie du combattant*, Perrin, octobre 2025).

Une fausse alternative

Les velléités gouvernementales d'*efforts budgétaires* portent le label d'une prétendue *économie de guerre* dont on voit l'inefficacité. Pourtant, toutes les gesticulations présidentielles pour lesquelles les Ukrainiens ont vite inventé le verbe « macroner », soulèvent dans toute la tradition pacifiste des militants chevronnés, des protestations effarouchées ou véhémentes. Des plus réformistes qui déplorent la *sidération des opinions publiques*, aux plus révolutionnaires qui répètent « *Pas un centime, pas une arme, pas une vie, pour la guerre* » tous sont d'accord pour considérer que les droits sociaux sont la première victime de la prétendue économie de guerre.

Ainsi le dossier de la CGT sur « l'économie de guerre » déjà cité, est sous-titré : « Alerte sur les droits sociaux » et introduit le débat sur la défense par cette observation que le gouvernement

« sous couvert d'une menace de la Russie de Vladimir Poutine prépare la France à un nouveau budget austéritaire imposé sous l'effet de la peur ».

Dans le premier numéro de *Lignes de mire*, Hanna Perekhoda* écrit : *« La gauche doit rejeter le faux dilemme entre justice sociale et sécurité nationale. La sécurité ne doit pas être financée en réduisant les pensions ou les soins de santé, mais en veillant à ce que les milliardaires et les multinationales contribuent à leur juste part. La gauche doit lutter pour une fiscalité équitable, supprimer les niches fiscales qui permettent aux entreprises d'échapper à l'impôt et sévir contre les paradis fiscaux, y compris la Suisse ».*

D'autres sources de financement que préconise Hanna Perekhoda c'est de *« confisquer les 300 milliards d'euros de fonds russes gelés et à les utiliser pour financer la défense de l'Ukraine et renforcer la sécurité de l'Europe. De cette manière, la Russie serait tenue financièrement responsable de ses crimes de guerre tout en évitant de faire peser des charges supplémentaires sur les citoyens européens. »* et *« Surtout, la gauche doit agir rapidement pour obtenir la confiscation des biens de l'État russe. Retarder cette décision pour protéger les intérêts de l'élite financière ne fait qu'enhardir les attaquants. »*

En France, une commission d'enquête du Sénat a publié, le 1er juillet 2025, un rapport sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants. La question du coût (211 milliards pour 2023) et de l'efficacité de plus de **2 300** dispositifs publics pour les entreprises en France fait l'objet de débat.

La CGT dénonce assez souvent et à juste titre, les 211 milliards annuels d'aides, de crédits d'impôts, de financements, d'allègement de cotisations sociales, de cadeaux divers que les gouvernements français offrent aux entreprises. Mais elle oublie soudainement que ces milliards pourraient constituer autant de sources de financement de la défense. La ligne pacifiste a ses raisons et cette amnésie n'a pas d'autre cause que le grand écart confédéral entre PPND et désarmement.

Créer une garde populaire

Ces questions des équipements et donc des budgets, déterminent les formations et les missions qui seront données aux hommes et aux femmes qu'il va s'agir de recruter si l'on veut sortir du modèle de l'armée professionnelle dont le métier est de propulser quelques sections d'infanterie et des forces spéciales dans des opérations extérieures visant à maintenir le domaine colonial de la France ou à accompagner des interventions militaires états-uniennes.

Sans équipement, sans armement, toute mobilisation qu'il s'agisse de conscription universelle ou de volontaires, s'oriente nécessairement vers des pratiques sportives de fitness, des déambulations de protection civile, accompagnées de briefings idéologiques.

Comme en ce qui concerne l'armement, une position pacifiste datant de la *coexistence pacifique* obscurcit l'analyse de la CGT en matière de formation militaire populaire. Ses éditorialistes n'hésitent pas à utiliser la mobilisation des jeunes allemands contre la loi de conscription militaire votée au Bundestag, pour jeter les jeunes au-devant des canons sans aucune formation.

« La jeunesse ne veut pas des tranchées et dénonce les milliards consacrés au surarmement, tandis que l'éducation et le social sont abandonnés » (la Vie ouvrière-ensemble n°41 janvier 2026). Plus la guerre menace, plus la presse de la CGT s'installe dans un déni qui concentre le refus de la défense, le mythe du surarmement européen et la fausse alternative *« des logements, pas des casernes »*.

Guillaume Ancel* lors d'un webinaire organisé par l'APRES en juin 2025, a pointé ce qui serait selon lui « *le chaînon manquant* » entre la dissuasion nucléaire et la très professionnelle *force rapide d'intervention*, formes privilégiées de la défense sous la V^e République. Sur les modèles de la garde nationale US ou de la conscription et des périodes de « *répétition* » suisses, il préconise une garde européenne et ses divisions nationales recrutées sur la base du volontariat. C'est, selon lui, le moyen d'atteindre la taille d'une armée de masse qu'aucun pays ne pourrait financer. Ces volontaires qui seraient formés par des périodes de trois semaines payées par les employeurs, devraient acquérir dans ces entraînements les références communes nécessaires pour agir ensemble, avec des moyens simples, sur des missions de sécurité. Un autre objectif serait de partager une culture militaire afin que les sujets militaires puissent être débattus de manière éclairée par les citoyens.

Pour une remontée en puissance des effectifs de l'armée française, Michel Goya table sur l'emploi massif de réservistes. Cette réserve pourrait « *passer de 40 000 à 256 000 personnes en y consacrant 0,1% du PIB soit 2,9 milliards d'euros en coût total direct et indirect.* » Selon lui, les anciens militaires devraient prioritairement intégrer les forces de réserves et ceux qui n'intégreraient pas la réserve devraient rester mobilisables donc suivis. Les recettes de l'ancien officier pour augmenter les effectifs passent aussi par l'augmentation du nombre des soldats sous contrat et l'allongement de la durée des engagements. En revanche le rétablissement d'un service militaire national lui paraît inutile, voire source d'affaiblissement des capacités opérationnelles « *tant que le tabou de l'engagement des appelés au-delà des frontières ne sera pas brisé* ». Il fait valoir que l'investissement financier, d'encadrement, d'infrastructures pour former des unités qui ne seront jamais utilisées est contre-productif.

Former une garde populaire

La Tendance Claire* a détaillé dans deux textes *Pour une défense populaire* des dispositifs de recrutement et de formation en se référant à ce que Trotsky appelait « programme militaire transitoire » : « *Aujourd'hui, en France, nous devons adapter cette orientation à la réalité concrète, en nous inscrivant dans les débats sur le SNU et en nous opposant aux pacifistes : nous devons revendiquer, à la place du SNU, un service militaire pour toutes et tous, par une formation militaire initiale, avec droit d'expression et de réunion des conscrit-e-s, et sous le contrôle des enseignant-e-s de l'Éducation nationale et avant tout de leurs syndicats à tous les échelons. En effet, l'école est la seule instance de socialisation globale pour presque toute la jeunesse du pays et permettrait de limiter l'influence idéologique des militaires. On peut comparer ce contrôle avec celui qu'exercent aujourd'hui, en principe, les enseignant-e-s des lycées professionnels sur les stages en entreprise de leurs élèves, devant vérifier leur qualité, s'assurer que les jeunes découvrent un métier, limiter l'exploitation. Quant à la formation militaire continue, nous devons exiger qu'elle ait lieu sous le contrôle des citoyen-ne-s/soldat-e-s eux/elles-mêmes, sous la forme de séquences régulières de formation militaire, avec droit d'expression et de réunion, contrôle et élection des officiers et des militaires professionnels, etc.* »

Mais après quelques pas en avant, ces dispositifs sont assez vite détachés des missions de formation au combat pour être versées dans la protection civile et l'intervention dans les catastrophes climatiques « *dont on sait qu'elles vont être de plus en plus nombreuses et de plus en plus graves. D'ores et déjà, c'est souvent l'armée qui intervient en ce cas (encore récemment à Mayotte ou à la Réunion) : au lieu que ce soit des professionnels, il serait juste que ce soient des citoyen-ne-s en cours de service militaire initial ou de formation militaire continue.* »

Ce qui permettra aux jeunes recrues, en cas de conflit et faute d'avoir une formation opérationnelle sur l'armement et d'une qualité tactique suffisante au combat, d'être reléguées au rang de chair à drone, justes bonnes à grossir la statistique des prolétaires tombés au champ d'honneur.

À l'inverse, nous devons réclamer que chaque période militaire des appelés soit l'objet d'une attention particulière et d'investissements suffisants pour un entraînement utilisant toutes les possibilités technologiques (immersion dans le combat d'infanterie par réalité virtuelle, vision nocturne et réalité augmentée, pilotage de robots, maîtrise des armes légères). Mais aussi, et là le concours d'enseignants et le cadre de l'Éducation nationale ne sont pas remplaçables, des formations en sciences humaines, histoire militaire, histoire de la tactique, science de l'organisation, soins d'urgence...) Les organisations syndicales, particulièrement celles du secteur de l'armement sont indispensables pour contrôler la qualité technique des formations à l'utilisation des armes, comme pour faire évoluer la qualité de leur production en fonction des besoins constatés.

À la différence du projet Macronien d'embrigadement des jeunes, la formation militaire que nous revendiquons pour les hommes et les femmes s'étend à partir de 20 ans, par périodes courtes, sur une large part de la vie active. Il ne s'agit plus d'imprimer l'éloge du patriotisme et le réflexe de l'obéissance « dans les cires molles de la jeunesse » comme ambitionnaient de le faire les généraux du colonialisme triomphant. L'heure de la grande muette est passée. Les hommes et les femmes qui voudront se réapproprier les tâches militaires, auront besoin de démocratie à tous les échelons, pour innover, pour contrôler, pour décider collectivement, de manière éclairée, de ce qui constitue les besoins prioritaires de la défense.

Si vis pacem...

Ces débats prennent immédiatement une dimension vitale pour les Ukrainiens, pour les Iraniens, pour les Palestiniens, pour tous les peuples qui sont contraints de s'engager dans la défense armée de leurs besoins sociaux et de leurs aspirations démocratiques. Sans oublier le peuple américain et ses immigrants contre lesquels Trump a envoyé les bandes armées de l'ICE en précurseurs de la guerre civile. Et aussi pour les peuples qui seront contraints d'affronter militairement les forces avec lesquelles l'axe Trump-Poutine prétendra asservir l'Europe.

*« Et tout cela ne conduit pas à la guerre mondiale, c'est au contraire **la condition nécessaire pour l'éviter**, en prenant l'autre voie, celle de la démocratie, de l'écologie, de la révolution. »* (APLutSoc 15/01/26, [Groenland, Iran, la démocratie passe par les armes](#))

LM, le 19/01/2026

Notes*

Michel Goya est ancien officier d'infanterie, docteur en histoire et conseiller du chef d'état-major des armées. Il est notamment l'auteur de la *Théorie du combattant* (Perrin, 2025) et du blog « *la voie de l'épée* »

Guillaume Ancel est un ancien officier, chroniqueur et auteur de *Petites leçons sur la guerre. Comment défendre la paix sans avoir peur de se battre*, Autrement, 2025,

Hanna Perekhoda est historienne et chercheuse à l'Université de Lausanne – Institut d'études politiques et Centre d'histoire internationale et d'études politiques de la mondialisation, elle est militante de Sotsialnyi Rukh (mouvement social, Ukraine).

Tendance Claire (TC) Tendance du NPA jusqu'en 2022, appartient désormais à l'espace politique de La France Insoumise (LFI)